



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



AU SERVICE DE TOUTES LES RÉUSSITES

Direction générale du CNED

Futuroscope-Chasseneuil, le **10 FEV. 2023**

Référence : JNT/OG/KTT/D-2023-015-C
Affaire suivie par : Katia Toussaint-Thibaudeau
Tél : 05 49 49 35 22
Mél : affaires-juridiques@ac-cned.fr

Le directeur général du CNED
À

Téléport 2
2 boulevard Nicéphore Niépce
BP 80300
86963 FUTUROSCOPE CHASSENEUIL CEDEX
France

Madame Nathalie Dompnier
Présidente de l'Université Lumière Lyon 2
18 Quai Claude Bernard
69007 Lyon

Objet : convention FORSE

Madame la présidente,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un exemplaire original signé du document cité en objet.

La direction juridique de l'établissement demeure à votre disposition pour toute information complémentaire que vous jugeriez utile.

Veuillez agréer, Madame la présidente, l'expression de ma considération distinguée.

Jean-Noël Tronc

Directeur général du CNED



CONVENTION FORSE 348-2-0

Entre

L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

Sise 18 quai Claude Bernard, Lyon 7ème
Représentée par sa Présidente Madame Nathalie Dompnier
Et ci-après dénommée « l'Université Lyon 2 » ;

Et

L'UNIVERSITÉ DE ROUEN-NORMANDIE

Sise rue Thomas Becket - 76130 Mont Saint Aignan
Représentée par son Président, Monsieur Joël Alexandre
Et ci-après dénommée « l'Université de Rouen » ;

Et

LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE

Sis téléport 2 – 2 Bd Nicéphore Niepce - BP 80300 - 86963 Futuroscope-Chasseneuil Cedex
Représenté par son Directeur général, Monsieur Jean-Noël Tronc ;
Et ci-après dénommé, « le CNED ».

Ensemble dénommées « les Parties »

ÉTANT PRÉALABLEMENT RAPPELÉ QUE,

Par convention en date du 10 avril 2003, l'Université de Lyon, l'Université de Rouen et le CNED ont mis en place un consortium afin de définir les modalités de mise en œuvre d'un Campus numérique dénommé FORSE dans le domaine des sciences de l'éducation. Dans ce cadre, les parties ont développé un cursus en sciences de l'éducation de 1^{er} et 2^{ème} cycles universitaires mettant en œuvre la complémentarité enseignement à distance/enseignement présentiel/tutorat, au moyen des technologies de l'information et de la communication, *via* Internet.

Par différentes conventions, les partenaires ont renouvelé leur collaboration afin de poursuivre le développement et la mise à disposition de dispositifs de formation dans le cadre du Campus numérique FORSE. La dernière convention de collaboration arrivant à échéance le 31 août 2022 et une réingénierie pédagogique étant nécessaire, les parties se sont retrouvées afin de définir les modalités de la poursuite du Campus numérique FORSE.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

TITRE I –PRESENTATION GENERALE DU PARTENARIAT

ARTICLE 1. OBJET

- 1.1 – La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives, techniques et financières du Campus numérique FORSE et des dispositifs de formation à distance qui y sont mis en œuvre.

La présente convention vise ainsi à organiser :

- les modalités de création, de mise en place et maintenance des dispositifs ;
- les modalités d'exploitation des dispositifs ;
- les modalités de répartition des charges et des produits d'exploitation des dispositifs.

- 1.2 – Aucune disposition du présent accord ne saurait s'interpréter comme impliquant des droits et obligations en dehors de l'objet de la présente convention tel que défini au présent article.

ARTICLE 2. DESCRIPTIF GENERAL

Les dispositifs de formation délivrés conjointement par les parties dans le cadre du Campus numérique FORSE sont :

- la 3e année de licence sciences de l'éducation et de la formation,
- la 1ère année de master mention sciences de l'éducation et de la formation, dénommée M1 ;
- la 2ème année de master mention sciences de l'éducation et de la formation, parcours « ingénierie, conseil et formation » et de la formation, dénommée M2 ICF ;
- la 2ème année de master mention sciences de l'éducation (M2), parcours « master international francophone en éducation et formation » dénommée M2 MIFEF
- la 2ème année de master mention sciences de l'éducation et de la formation (M2), parcours Ingénierie numérique et pédagogique en éducation et formation, dénommée M2 INPEF, auprès de l'Université de Lyon 2 à compter de la rentrée Universitaire 2022-2023 ;
- la 2ème année de master mention sciences de l'éducation (M2), parcours Ingénierie de l'éducation à la santé et de l'éducation thérapeutique, dénommée M2 IESET, auprès de l'Université de Rouen à compter de la rentrée Universitaire 2023-2024.

Les parties se réservent la possibilité de proposer d'autres parcours de formations, diplômes ou titres dans le cadre de FORSE. Le cas échéant, un avenant à la présente convention viendra en préciser les modalités.

ARTICLE 3. PUBLIC VISE

- 3.1 – Chacun des dispositifs de formation mis en œuvre s'adresse à un public en formation initiale ou en formation professionnelle continue et est délivré en formation complète.

3.2 - Ces dispositifs, objets des présentes, s'adressent également à toute personne qui, ne souhaitant pas obtenir le diplôme, désire néanmoins suivre un ou plusieurs enseignements de la licence FORSE en « inscrit libre ». Sont dits « inscrits libres » les personnes qui s'inscrivent uniquement au CNED et feront l'objet de modalités de formation et tarifs adaptés. Leur nombre n'excédera pas 5% de l'effectif global.

ARTICLE 4. OBTENTION DU DIPLOME

Les diplômes préparés sont des diplômes nationaux, au format LMD, accrédités par le ministère chargé de l'Enseignement supérieur. La délivrance des diplômes est de la responsabilité de chaque université qui organise les modalités de contrôles des connaissances et des compétences et en définit les règlements.

Convention Campus numérique FORSE 2022 - 2027

Pour chaque diplôme, le règlement général des études en vigueur dans chaque université s'applique dans le cadre de la présente convention. Il sera transmis annuellement par chaque université au Cned avant la rentrée universitaire. A titre purement indicatif, les règlements généraux des études pour l'année 2022/2023 sont annexés à la présente convention.

Chaque université partenaire a la responsabilité de l'organisation matérielle et pédagogique des évaluations (évaluation continue et/ou examen terminal). Ces évaluations se déroulent conformément aux règlements des universités concernées.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS ET MOYENS RECIPROQUES

5.1 – MISSIONS DES PARTIES

Dans le cadre du partenariat, les parties s'engagent à :

- apporter leurs compétences en matière d'ingénierie afin d'harmoniser une ingénierie à distance commune par dispositif de formation ;
- garantir la qualité de l'accueil, l'information, l'orientation, la communication et la gestion des apprenants par une logistique appropriée, au sein des sites web d'accueil et des portails dédiés au Campus numérique FORSE, à l'exclusion de toute autre dispositif connexe ;
- assurer l'hébergement et la maintenance des contenus pédagogiques et des espaces collaboratifs ainsi que l'accès des étudiants aux formations concernées ;
- concevoir et développer les dispositions administratives et juridiques les mieux appropriées aux objectifs de FORSE ;
- concevoir, actualiser et médiatiser les contenus pédagogiques et autres ressources nécessaires au bon déroulement des formations mises en œuvre dans le Campus numérique FORSE ;
- concevoir et proposer des services pédagogiques en ligne ;
- mettre en œuvre les moyens de suivi et d'évaluation de la qualité du Campus numérique FORSE ;
- promouvoir les dispositifs de formation mis en place, en France et à l'étranger ;
- organiser la réflexion en commun sur l'évolution du Campus numérique FORSE ;
- exploiter les résultats de la recherche dans le domaine des TICE (afin de soutenir l'évolution du Campus numérique FORSE).

5.2 – MOYENS MIS EN ŒUVRE

Pour la réalisation des missions ci-dessus exposées, les parties pourront faire appel en tant que de besoin à leurs moyens internes ainsi qu'à des ressources extérieures.

En tout état de cause, chaque partie assume le coût des obligations mises à sa charge, celui-ci étant valorisé dans les charges du budget relatif au Campus numérique FORSE, détaillé en annexe 3 aux présentes, laquelle en fait partie intégrante.

TITRE II – CAMPUS NUMÉRIQUE FORSE

ARTICLE 6 – PRESENTATION DES DISPOSITIFS DE FORMATION MIS EN PLACE

Les dispositifs de formation mis en œuvre reposent sur un mode de formation ouvert et à distance *via* Internet, pouvant offrir :

- des contenus pédagogiques ;
- des ressources méthodologiques ;
- des exercices d'entraînement et leur corrigé ;
- des outils de communication
- des scénarios pédagogiques ;
- un accompagnement tutoré ;

- des guides d'études comportant des illustrations interactives, des vidéos et des questionnaires à choix multiples (le cas échéant) ;
- des classes virtuelles en complément des guides d'études, qui seront enregistrées et mises en ligne sur la plateforme de formation de manière asynchrone ;
- des regroupements (cours, travaux dirigés, examens ...) se tenant à la fois en présentiel et en distanciel sous la forme de classes virtuelles,
- un accès restreint à certains contenus pour les préinscrits pour lesquels les dossiers d'inscription sont en cours de validation.

Pour chaque formation, la maquette des enseignements est celle validée par la Commission de la formation et de la vie étudiante (CFVU) de chaque université. L'ensemble des maquettes figure en annexe 1 (1A et 1B) à la présente convention, laquelle en fait partie intégrante.

ARTICLE 7 – PRODUCTION ET DEVELOPPEMENT DES CONTENUS PEDAGOGIQUES

Les parties conviennent de produire ensemble les contenus pédagogiques nécessaires au bon déroulement des formations, conformément aux maquettes figurant en annexe 1.

7.1 – CONCEPTION DES CONTENUS PEDAGOGIQUES

Il est convenu que la production des contenus pédagogiques fait l'objet d'une mise en commun, par chacune des parties, des moyens humains et des ressources financières afférentes.

La conception des contenus pédagogiques est confiée à des auteurs proposés par l'université Lyon 2 ou par l'université de Rouen au comité de pilotage, parmi lesquels pourront figurer des auteurs issus d'universités ou extérieurs aux universités.

La conception des contenus pédagogiques fait l'objet :

- soit de contrats d'auteur entre le CNED et les auteurs pour les contenus pédagogiques parmi lesquels figurent les guides d'études tels que définis à l'article 9.1 de la présente convention ;
- soit d'une réalisation par des enseignants dans le cadre de leur service statutaire à l'université pour les classes virtuelles et des travaux dirigés.

Pour l'harmonisation des rédactions des guides d'études, les auteurs travailleront à partir d'un cahier des charges « auteur » et d'un gabarit type.

Les universités garantissent la qualité scientifique des contenus pédagogiques ainsi conçus. A ce titre, elles sont chargées de valider la conformité des contenus pédagogiques conformément au cahier des charges « auteur » et aux maquettes respectives des différentes formations organisées.

La liste des contenus pédagogiques à actualiser, communiquée préalablement par les universités, est proposée par le comité de pilotage et validée par le comité stratégique, sous réserve du budget global de la convention et au plus tard six mois avant la rentrée universitaire correspondante. Elle indique les ressources en cours d'élaboration ainsi que celles utilisées dans le cadre des formations FORSE et celles qui ont été archivées.

Cette actualisation ne peut pas dépasser la somme de 40 000 euros tous dispositifs confondus pendant toute la durée de validité de la convention. Ce montant est d'ores et déjà compris dans le montant total des droits d'auteur intégrés au budget prévisionnel figurant à l'annexe 3 de la présente convention, laquelle en fait partie intégrante.

Les parties conviennent également que des contenus pédagogiques, issus de MOOC, pourront être intégrés dans les dispositifs de formation. Le CNED est chargé, le cas échéant, de la contractualisation avec le dispensateur du MOOC.

7.2 – MEDIATISATION ET DEVELOPPEMENT DES CONTENUS PEDAGOGIQUES

La médiatisation des contenus est définie comme l'intégration des contenus. Elle est à la charge du CNED qui les valorise dans le budget des opérations de médiatisation. Cette médiatisation s'appuiera sur un cahier des charges techniques, validé par le comité de pilotage. La mise en ligne des contenus pédagogiques est effectuée dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

La mise en ligne des contenus pédagogiques est effectuée dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

Le traitement technique des classes virtuelles de l'ensemble des formations pour la mise à disposition des enseignants, s'effectuera conformément au calendrier prévu et sera également à la charge du Cned.

ARTICLE 8 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

8.1 – CONTENUS PÉDAGOGIQUES MÉDIATISÉS

8.1.1 – Rédaction des contenus pédagogiques

Conformément à l'article 7.1, la rédaction des contenus pédagogiques (cours, devoirs, etc.) fait l'objet, soit de contrats de commande entre le CNED et les auteurs, soit d'une réalisation par les enseignants dans le cadre de leur service statutaire à l'université.

Les cessions de droits sur les rédactions seront effectuées par les auteurs au profit des parties (le CNED et les universités)

8.1.2 – Contenus pédagogiques médiatisés

Sur la base des rédactions des contenus fournis par les auteurs, les parties procèdent, conformément à l'article 7.2 ci-avant et aux décisions du comité de pilotage, à la médiatisation des contenus pédagogiques.

Les parties sont cotitulaires indivis des droits patrimoniaux d'auteur sur les contenus pédagogiques médiatisés.

A ce titre, elles pourront autoriser ou interdire, d'un commun accord, la reproduction ainsi que la diffusion, par des tiers, des contenus pédagogiques médiatisés.

Aussi, toute autre exploitation des contenus pédagogiques médiatisés par l'un des partenaires, distincte de celle prévue par la présente convention devra faire l'objet d'un accord préalable du comité de pilotage et d'un avenant aux présentes.

8.1.3 – Œuvres préexistantes

Le CNED se charge de l'obtention, au nom et pour le compte des parties, de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle portant sur des œuvres préexistantes que les auteurs souhaitent intégrer, en totalité ou en partie, aux contenus pédagogiques rédigés par leurs soins. Il est précisé cependant que l'engagement du CNED dans cette démarche ne peut en aucun cas présumer du résultat de celle-ci.

Dans le cas où, lors de la médiatisation des ressources, la partie en charge de la médiatisation souhaiterait intégrer d'autres œuvres préexistantes, il lui appartiendra de procéder à l'acquisition des droits nécessaires, et ce pour le compte commun des signataires des présentes.

8.2 – Garanties

Chacune des parties assurera l'exploitation des droits mentionnés ci-dessus dans les conditions propres à garantir aux auteurs le respect de leurs droits moraux.

Les parties se garantissent mutuellement la jouissance entière, paisible et libre de toutes servitudes des droits cédés contre tous troubles, revendications et évictions quelconques.

Chaque partie garantit aux autres que les ressources médiatisées ne contiennent aucune œuvre protégée par le droit d'auteur sur lesquelles elle ne serait pas titulaire des droits.

Chaque partie garantit aux autres que les contenus médiatisés ne contiennent aucun élément diffamatoire ou contraire aux lois relatives à la diffamation et à l'atteinte à la vie privée ou aux bonnes mœurs à quelque égard que ce soit.

ARTICLE 9 – SERVICES PEDAGOGIQUES

9.1 – SERVICES PEDAGOGIQUES PROPOSES

Les dispositifs de formation sont susceptibles de comprendre tout ou partie des services suivants :

- un tutorat d'accueil proactif à distance assuré par le CNED en début de formation (entre l'inscription et le 1^{er} regroupement) afin d'assurer l'accompagnement de l'étudiant lors du démarrage de la formation ;
- un encadrement et une animation pédagogique assurés par des enseignants et personnels rattachés à l'université et/ou des vacataires d'une université ou des vacataires du CNED ;
- un tutorat à distance assuré par des enseignants rattachés aux universités et/ou par des vacataires du CNED et/ou des universités ;
- des regroupements présentiels et distanciel (sous forme de classes virtuelles) organisés et animés par chaque université ;
- des guides d'études comportant des illustrations interactives, des vidéos et des questionnaires à choix multiples (le cas échéant). Le cahier des charges type de ces guides d'étude est joint en annexe 4 au présent contrat, laquelle en fait partie intégrante ;
- des classes virtuelles synchrones en complément des guides d'études. Les classes virtuelles sont enregistrées et diffusées sur la plateforme de formation à destination des étudiants. Le cahier des charges type est joint en annexe 5 au présent contrat, laquelle en fait partie intégrante ;
- des devoirs à correction individualisée, ainsi que des corrigés-types pour les matières de L3.

9.2 – ACTEURS DU CAMPUS NUMERIQUE FORSE

Les acteurs intervenant dans le Campus numérique FORSE (assurant la coordination de diplôme, le tutorat, la correction, l'animation de plateforme, l'intervention lors des classes virtuelles, l'intervention en présence et/ou à distance lors des regroupements, etc.) sont proposés par les universités. Les intervenants pédagogiques effectuent leurs activités :

- soit dans le cadre d'un contrat de vacations entre le CNED et l'intervenant pédagogique. Le CNED se réserve le droit de refuser un intervenant qui ne remplirait pas les conditions réglementaires et administratives conformément à la politique de gestion des vacataires de l'établissement ;
- soit dans le cadre d'un contrat entre l'université et l'intervenant pédagogique ;
- soit dans le cadre de leur service statutaire à l'université. Il est entendu entre les parties que l'animation de classes virtuelles relève du service statutaire.

Le CNED assurera alors la formation et le suivi de ces intervenants, relativement aux missions d'accompagnement qui leur seront confiées (usage des outils fournis et méthode d'accompagnement à distance).

Les partenaires s'engagent à fournir mutuellement les données nécessaires à ces recrutements dans des délais permettant l'ouverture des services d'accompagnement à la date annoncée.

9.3 – ROLES ET DROITS D'ADMINISTRATION DES ACTEURS DU CAMPUS NUMERIQUE FORSE

Les intervenants pédagogiques agissant sur les différents éléments qui composent le Campus numérique FORSE (notamment Moodle) le font dans le respect des rôles et droits d'administration convenus entre les parties. L'ensemble des rôles et droits d'administration est rappelé à l'annexe 6 du présent contrat, laquelle en fait partie intégrante.

ARTICLE 10 – ENVIRONNEMENTS NUMERIQUES

10.1 – MISE A DISPOSITION D'ENVIRONNEMENTS NUMERIQUES DE FORMATION

Le Campus numérique FORSE repose sur l'utilisation d'outils de communication et de collaboration synchrones et asynchrones intégrés dans un environnement numérique de formation.

Pour l'ensemble des formations organisées dans le cadre de FORSE, le CNED est chargé de proposer et de mettre en œuvre une solution d'environnement numérique qui correspond aux exigences de ces formations. Le choix de la solution technico-pédagogique se fait en concertation avec les parties. Le CNED assure la mise en service, le bon fonctionnement et le suivi, en qualité d'administrateur, de cet environnement numérique de formation.

Dans le cadre des services précités, le CNED assure, en liaison avec les services concernés des universités :

- l'inscription des étudiants et des enseignants dans la base de données de l'environnement numérique ;
- l'inscription des étudiants aux espaces de l'environnement qui correspondent aux cours auxquels les étudiants sont inscrits (cours, « Agora », groupes de tutorat, travaux collaboratifs etc.) ;
- l'inscription des enseignants aux espaces de l'environnement qui correspondent aux cours dont ils assurent l'encadrement (cours, « Agora », groupes de tutorat, travaux collaboratifs etc.) ;
- la mise à disposition des espaces Moodle dédiés, par matière, pour l'organisation des examens à distance ;
- la communication, à chacun des étudiants, des informations nécessaires pour se connecter à l'environnement ainsi que le suivi de ces étudiants en cas de difficultés ;
- l'ouverture des contenus et des services pédagogiques ;
- la sauvegarde de ces mêmes contenus et services ;
- la conservation et la mise à la disposition des universités des traces des usagers stockées dans la base de données, conformément à la réglementation relative au traitement des données à caractère personnel, conformément à l'article 24.10 des présentes.
- la mise à disposition des universités les espaces Moodle dédiés par matière ainsi qu'un outil de dépôt des devoirs pour la tenue des examens à distance.

10.2- CONTENUS PEDAGOGIQUES EN LIGNE

Les parties se coordonnent de manière à communiquer aux responsables pédagogiques de chacune des formations organisées dans le cadre du partenariat les contenus pédagogiques au fur et à mesure de leur élaboration.

Le cas échéant, le comité de pilotage, mentionné à l'article 22.3 de la présente convention, sera saisi de toute difficulté ou modification portant sur la mise en ligne des contenus pédagogiques.

10.3 – MAINTENANCE

Le CNED se charge de la maintenance du système informatique de l'environnement numérique qu'elle met à la disposition des parties et s'engage à tout mettre en œuvre pour assurer la continuité des services, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, à l'exception d'une période d'indisponibilité de 5 jours ouvrables maximum par an (hors périodes d'intervention planifiées pour des raisons telles que maintenance préventive ou mise à jour). Le CNED s'engage à communiquer aux partenaires les interventions planifiées une semaine à l'avance et dans tous les cas en dehors des périodes d'examens.

Aucune responsabilité ne pourra être encourue du fait de l'interruption dudit système.

Le CNED informe dans les meilleurs délais les universités de toute interruption liée à des opérations de maintenance dont l'urgence ne permettrait pas le respect de la procédure décrite au paragraphe suivant, ou de pannes. Dans cette situation, le CNED s'adresse à l'interlocuteur principal désigné à cet effet dans chaque université et aux responsables pédagogiques en charge des formations hébergées par l'environnement numérique administré par le CNED. A cette fin, le comité de pilotage s'assure de l'actualisation, chaque année, des coordonnées des intervenants du CNED et des universités amenés à interagir dans cette situation.

Hormis les situations nécessitant une intervention urgente, les périodes durant lesquelles des opérations planifiées susceptibles d'affecter d'une manière ou d'une autre la disponibilité des services assurées par l'environnement numérique administré par le CNED (maintenance, mise à jour etc.) sont fixées, dans la mesure du possible, en concertation avec l'interlocuteur principal désigné dans chaque université et dans tous les cas en dehors des périodes d'examens. Ce dernier en informe les

responsables pédagogiques en charge de la coordination des formations hébergées par l'environnement numérique administré par le CNED.

Les universités transmettront au début de chaque année universitaire au CNED les périodes d'examens afin que ce dernier puisse les prendre en compte dans les opérations de maintenance.

10.4 – EXAMENS A DISTANCE

Il est entendu entre les parties que les examens du présent dispositif se déroulent intégralement à distance.

L'organisation des examens est de la responsabilité des universités (convocation, envoi des sujets, dates, heures aux étudiants, etc.).

Le CNED met à disposition des universités les espaces Moodle dédiés par matière ainsi qu'un outil de dépôt des devoirs pour que les examens à distance puissent se tenir. Il est également entendu entre les parties que Universités fournissent (chacune) au CNED une adresse électronique dédiée au dépôt des copies d'examens des étudiants, destinés à prendre le relais en cas de dysfonctionnement technique de l'outil de dépôt du CNED.

Aux fins d'assurer la sécurité de la session d'examens, les Universités transmettent préalablement au CNED les sujets dans un délai respectant un préavis minimum de (7) jours à leur tenue. Ce transfert relève de la responsabilité des universités.

ARTICLE 11 – ACCUEIL ET INFORMATION DES PERSONNES – GESTION DES APPRENANTS

11.1 SITE D'ACCUEIL

Chaque partie est chargée d'assurer la maintenance et la mise à jour de son ou ses site(s) Web d'accueil et portail(s) présentant l'offre de formation de FORSE.

L'ensemble des données et des informations à intégrer dans ces sites est validé par le comité de pilotage.

11.2 - ACCUEIL

Les partenaires prennent en charge l'accueil, l'information et l'orientation des personnes pour l'ensemble des formations présentées dans les sites ou portails d'accueil. -1-1

Le CNED met à disposition sa plate-forme d'accueil et d'orientation (Centre de relations clients) et assure l'actualisation des informations relatives aux formations proposées par FORSE sur le site sciencedu.org

Les partenaires assurent la gestion des premières prises de contacts (par téléphone, par courriel et par courrier postal) des personnes en recherche d'informations complémentaires sur l'offre FORSE.

Les informations demandées sont prises en charge par les parties, pour ce qui relève de leur compétence propre (modalités d'inscription universitaire, règlements de scolarité, calendrier, etc.).

Les parties pourront également décider de collaborer au sein d'un groupe de travail chargé de développer des dispositifs pertinents d'orientation, permettant notamment la reconnaissance des parcours personnels des demandeurs (validation des acquis de l'expérience).

11.3 – SUIVI DES PARCOURS DES ETUDIANTS

Le CNED met en place tous les outils et indicateurs utiles pour veiller au bon déroulement des parcours de formation (depuis l'orientation pré-inscription jusqu'à la fin de la formation, voire l'inscription à la formation de niveau suivant dans le cas d'un cursus), et notamment :

- veille sur l'activité des stagiaires sur le Learning Management System (LMS) et les échanges avec les intervenants pédagogiques ;
- réponse aux questions sur le déroulement de la formation ;
- communication proactive d'informations liées au déroulement de la formation (éléments de calendrier, consignes...) et à l'accompagnement et suivi des inscrits ;

- recueil de l'expérience utilisateur au moyen d'enquêtes/études construites par les partenaires, Afin que les étudiants bénéficient d'un suivi et de réponses concertés, les parties s'engagent à échanger toute information utile sur le déroulement global de la formation (ex : modification du calendrier ...) et/ou sur le parcours d'un étudiant (démission, réclamation ...).

ARTICLE 12 – MODALITES D'INSCRIPTION

12.1 – EN FORMATION INITIALE

Les candidats à une inscription en formation initiale adressent directement à l'Institut des Sciences et Pratiques de l'Education et de Formation (ISPEF) de l'université Lyon 2 ou à l'Unité de Formation et de Recherche des Sciences de l'Homme et de la Société (l'UFR SHS) de l'université de Rouen leur dossier de candidature dématérialisé sur les plateformes dédiées.

Chaque université valide les candidatures et informe les candidats de leur admission

Les candidats admis pourront alors adresser leur dossier d'inscription respectivement au CNED et à l'université, avec les paiements correspondant aux droits respectifs d'inscription.

Le CNED adresse au candidat une confirmation d'inscription à la formation, ainsi que les informations nécessaires à son accès à l'environnement numérique utilisé dans la formation à laquelle il est inscrit.

La double inscription, auprès du CNED et de l'université, reste applicable quelle que soit la situation du candidat, à l'exception des inscrits libres prévus à l'article 12.4 ci-dessous.

12.2 – EN FORMATION CONTINUE

Si le candidat demande une inscription au titre de la formation continue, son dossier sera traité par le service formation continue de l'Institut des Sciences et Pratiques d'Education et de Formation de l'université de Lyon 2 ou du Centre de Formation Continue et d'Alternance de l'université de Rouen.

Après validation de la candidature, les services formation continue des universités sont chargés de la gestion administrative (établissement des devis, contrats, conventions, factures et contrôle du suivi d'assiduité sur la base des relevés d'assiduités transmis par le CNED) des inscriptions du public relevant de la Formation Professionnelle Continue (FPC).

Les publics relevant de la FPC s'acquitteront de l'ensemble des coûts de la formation auprès des services formation continue de l'université chargés de sa gestion.

L'université transmet au CNED la liste des étudiants ayant satisfait aux conditions d'inscription et relevant de la formation continue.

L'Université est en charge de délivrer une attestation de formation et un certificat de réalisation aux étudiants relevant de la formation continue.

Le CNED adresse à l'étudiant une confirmation d'inscription à la formation, ainsi que les informations nécessaires à l'accès de l'étudiant à l'environnement numérique utilisé dans la formation à laquelle il est inscrit.

La double inscription, auprès du CNED et de l'université, reste d'application quelle que soit la situation de l'étudiant.

12.3 – DANS LE CADRE D'UN PARTENARIAT

Les inscrits dans le cadre d'un partenariat entre l'une des universités et un tiers seront pris en charge par le service compétent de l'université.

Après validation de la candidature, le service de l'université considérée sera chargé de la gestion administrative (établissement des devis, conventions éventuelles, factures) de ces personnes.

Les tarifs de la formation correspondant à ces inscrits seront perçus par le service compétent de l'université.

Après inscription auprès des universités, le CNED leur fournira les informations nécessaires à l'accès de l'étudiant à l'environnement numérique utilisé dans la formation à laquelle il est inscrit.

12.4 – DANS LE CADRE D'UNE INSCRIPTION DITE « LIBRE »

Les candidats ne souhaitant pas se présenter aux examens peuvent s'inscrire en qualité « d'inscrits libres » directement auprès du CNED, pour la seule préparation à la licence.

Dans ce cas, ils ne bénéficieront pas des prestations de regroupements. Un tutorat spécifique est mis en place à leur attention par le CNED. Ces candidats ne peuvent pas s'inscrire au titre de la FPC.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS FINANCIERES

13.1 – TARIFS D'INSCRIPTION

13.1.1 – Tarifs généraux

Les tarifs sont proposés annuellement en comité stratégique sur avis du comité de pilotage. La réunion du comité stratégique proposant les tarifs fait l'objet d'un compte rendu détaillé, dûment signé par les représentants des parties. Les tarifs ainsi proposés seront applicables au cours de l'année universitaire suivante sous réserve de validation par les instances compétentes des établissements partenaires, en particulier leurs conseils d'administration respectifs (sous réserve de délégations éventuelles).

13.1.2 – Tarifs spécifiques dans le cadre de partenariats

Chaque partie envisageant un conventionnement spécifique avec un tiers intéressant l'inscription à des modules ou des formations issues du Campus numérique FORSE devra être dûment autorisée pour ce faire par le comité de pilotage, lequel déterminera également les tarifs particuliers et les modalités de reversement. L'ensemble sera approuvé en comité stratégique et validé par les instances dirigeantes des parties.

La partie intéressée devra communiquer préalablement à la tenue du comité de pilotage, un modèle économique précisant la valorisation du module ou de la formation dans le cadre du Campus numérique FORSE.

13.2 – BUDGET

Le budget prévisionnel global de mise en œuvre du Campus numérique FORSE objet de la présente convention figure en annexe 3, laquelle en fait partie intégrante.

Un budget prévisionnel pour chaque diplôme mis en œuvre a été établi. Ces budgets figurent respectivement en annexe 3-a, 3-b, 3-c, 3-d et 3-e de la présente convention.

Tant le budget, que le bilan financier annuel, seront établis en recettes/dépenses (d'investissement et de fonctionnement). Les dépenses résultent de la valorisation financière des moyens mis à disposition par les parties pour la mise en œuvre des dispositifs de formation du Campus numérique FORSE.

13.3 – REVERSEMENTS

13.3.1 – Principe de reversement

L'ensemble des recettes liées à l'exploitation du Campus numérique FORSE sera réparti selon les modalités suivantes :

- Part CNED :

L'ensemble des recettes liées à l'exploitation du Campus numérique FORSE sera réparti selon les modalités suivantes :

Les parties se sont entendues pour que, sur l'ensemble du Campus numérique FORSE, une convergence des coûts par inscrit pour chaque formation soit mise en œuvre par les partenaires universitaires :

Coût moyen par inscrit indicatif (charges universités)	Moyenne
Licence	725 €
Master 1	1 687 €
M2 ICF	1 966 €
M2 MIFEF	2 345 €
M2 IESET	2 607 €
M2 INPEF	2 720€

Le taux de reversement au CNED est fixé à 31,66 % de l'ensemble des recettes effectivement perçues, quel que soit le taux de participation aux charges de chacune des parties.

- Parts Universités

Les recettes, déduction faite de la part revenant au CNED, seront réparties entre les Universités au prorata de leur taux de participation aux charges supportées par les universités (hors charges CNED) tel que défini dans le cadre du budget prévisionnel présenté en annexe 3 et corrigé du bilan annuel réalisé au plus tard le 30 septembre de chaque année universitaire en cours par le comité de pilotage sur la base des recettes et des charges effectives de l'année.

- Principe de compensation

La (ou les parties) ayant perçu un montant inférieur à ce à quoi elles ont effectivement droit au titre de l'année en cours adresseront avant le 31 octobre de chaque année à la (ou les) partie(s) ayant trop perçu une facture du montant devant lui (leur) être reversé.

Cette facture, sera alors payée par virement bancaire sur le compte dont les coordonnées seront communiquées dans un délai de 30 jours suite à son dépôt sur CHORUS-PRO, au même titre que l'ensemble des différents éléments de facturation liés au présent dispositif.

13.3.2 – Exactitude des comptes

Chacune des parties tiendra à disposition des autres l'ensemble des documents de toute nature (comptables, financiers, commerciaux, etc.) permettant de déterminer l'ensemble des éléments sur lesquels ont été déterminés la valorisation de leurs charges ainsi que la réalité des recettes encaissées.

Chaque partie doit permettre la consultation de ces documents sur place ou les remettre à la demande, d'une autre, à première demande.

ARTICLE 14 – UTILISATION DU CAMPUS NUMERIQUE FORSE DANS LE CADRE DE « PARTENARIATS SPECIFIQUES »

Lorsque l'une des parties souhaite donner des accès, hors dispositifs de formation continue à tout ou partie du Campus numérique FORSE déterminé par le présent contrat, à une ou plusieurs personnes morales tierces, elle devra en informer le comité de pilotage en précisant les modalités économiques de l'exploitation qu'elle envisage.

Le comité de pilotage définira, en considération de l'économie générale du dispositif envisagé, les tarifs qui seront appliqués à cette exploitation.

Les parties aux présentes donneront alors, sur la base définie par le comité de pilotage, mandat de gestion à la partie intéressée par cette exploitation spécifique du dispositif de formation. Ce mandat fera l'objet d'un contrat spécifique pris en application des présentes. Il définira a minima : la part du dispositif de formation considérée, l'exploitation envisagée, l'économie de l'exploitation envisagée, les tarifs déterminés par FORSE pour cette exploitation, la périodicité des redditions de comptes d'exploitation, les modalités de reversement des sommes considérées, la durée du mandat.

La partie mandatée fera son affaire du suivi et de la bonne fin de l'exploitation. Elle devra rendre périodiquement les comptes d'exploitation aux autres parties en application de son mandat de gestion, tel que défini au contrat de mandat et ce, au moins, annuellement.

ARTICLE 15 – CERTIFICATION QUALIOP

Le CNED et les universités sont engagés dans une démarche Qualité permettant la certification des dispositifs de formation conformément aux dispositions des articles R6316-1 et suivants du code du travail.

Le CNED a obtenu la certification Qualiopi le 20 septembre 2021 délivrée par l'AFNOR pour une durée de 3 ans.

Les différents diplômes objets des présentes sont délivrés par les universités, qui, à ce titre, sont réputées satisfaire aux conditions de qualité exigées pour l'obtention des diplômes.

Les parties s'engagent à respecter les critères réglementaires de qualité et à poursuivre leur démarche Qualité tout au long du dispositif de formation et transmettre à ce titre tout document nécessaire à la preuve de la certification ou de son équivalence.

TITRE III – RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ DE MARQUE(S)

ARTICLE 16 – COPROPRIÉTÉ

Le CNED, l'université Lyon 2 et l'université de Rouen sont copropriétaires indivis de la marque n° 02 3 165 383 « FORSE » à hauteur de 33,33 % chacun.

ARTICLE 17 – EXPLOITATION DE LA MARQUE

En qualité de copropriétaire de la marque n° 02 3 165 383 « FORSE », chaque partie pourra exploiter, sous réserve des limites posées dans le cadre de la présente convention, la présente marque et faire valoir ses droits sur celle-ci.

Chaque partie pourra concéder à des tiers, sous réserve des limites de la présente convention, des licences d'exploitation portant sur la marque objet du contrat.

Toutefois, les parties s'engagent à n'exploiter la marque « FORSE » que dans le cadre du partenariat FORSE, dans les classes de produits et services prévus à l'enregistrement et dans un contexte qui ne soit pas susceptible de porter préjudice à la marque, à l'une des parties au contrat, ni d'une façon générale, au partenariat FORSE.

ARTICLE 18 – DEFENSE DE LA MARQUE

Si l'une des parties venait à connaître d'agissements de tiers susceptibles de nuire à l'exploitation de la marque « FORSE », elle devra informer les autres parties de l'identité des tiers et de la nature des agissements concernés et ce, quelle que soit son intention vis-à-vis de l'engagement d'éventuelles poursuites à l'encontre de ces tiers.

Les parties s'informeront ensuite mutuellement, dans les meilleurs délais, de leurs intentions au regard des actions à mettre en œuvre afin d'assurer la protection de la marque et de son exploitation.

Le silence d'une partie dans un délai de 10 jours calendaires à la suite de la notification de la partie la plus diligente de son intention d'engager une action en justice, sera interprétée comme la volonté de la partie silencieuse de renoncer à l'action engagée.

Dans le cas où l'une des parties souhaiterait, de façon discrétionnaire, ne pas engager d'action à l'encontre du tiers, les autres resteront libres de pouvoir initier cette action. Les parties initiant une action

assumeront alors seules, les dépenses afférentes à celle-ci et bénéficieront seules des éventuels dommages et intérêts accordés par les tribunaux.

Cependant, la ou les parties n'ayant pas souhaité initier une action conserveront la faculté de se joindre à l'action en cours d'instance. Dans ce dernier cas, les parties à l'instance se retrouveront afin d'envisager le partage des dépens et des éventuels bénéfices d'une action en justice.

Dans le cas où les parties souhaiteraient engager une action commune, le CNED sera mandaté pour le compte commun, pour procéder à toutes les démarches relatives à la défense de la marque. A ce titre, le CNED procédera au règlement des dépenses engendrées par ces démarches. Il refacturera ensuite aux autres parties au prorata des parts d'indivision détenues par chaque partie.

ARTICLE 19 – RETROCESSION DE LA MARQUE

Dans le cas où l'une des parties souhaiterait sortir de l'indivision ou céder ses droits à un tiers sur la marque « FORSE », elle devra notifier son intention aux autres parties par courrier recommandé avec accusé de réception. Ce courrier devra notamment préciser les conditions financières et administratives ainsi que les coordonnées des personnes qui se proposent d'acquérir la marque.

Chacune des autres parties disposera alors d'un délai d'un mois suivant la réception de ce courrier recommandé afin de faire connaître au cédant qu'elle exerce un droit de préemption aux prix et conditions qui lui ont été notifiées.

L'acte de cession de droits devra alors être établi dans les deux mois suivant la date d'envoi de la réponse de la partie exerçant le droit de préemption. Passé ce délai, la déclaration de préemption est nulle de plein droit et le cédant retrouve sa faculté de céder la marque à un tiers, sans préjudice de la possibilité de demander réparation du préjudice éventuellement subi par lui du fait de la notification de préemption non suivie d'effet.

Dans le cas où plusieurs cessionnaires sont envisagés et où les autres parties ne souhaiteraient pas exercer leur droit de préemption, ces dernières conserveront un droit de regard sur le choix du cessionnaire. Pour ce faire, elles pourront communiquer, dans un délai d'un mois suite à la réception de la notification du projet de cession, l'identité des cessionnaires qui lui semblent convenir.

Les formalités inhérentes à cette cession seront à la charge du cédant.

ARTICLE 20 – NON-CONCURRENCE

Les parties s'engagent à ne pas déposer, pour leur propre compte, des marques susceptibles de nuire aux intérêts du partenariat FORSE ou de porter préjudice à l'usage de la marque objet du contrat.

Les parties s'engagent à procéder à une exploitation de la marque conforme aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 21 – EXTENSION ET MODIFICATION DE LA MARQUE « FORSE » – DEPOT DE NOUVELLES MARQUES

21.1 – Dans le cas où l'une des parties, ou l'ensemble des parties, souhaiterait procéder à une extension de la marque « FORSE » dans de nouvelles classes de produits ou services ou à une modification de la marque, elle(s) devra(ont) solliciter l'autorisation du comité de pilotage.

Le cas échéant, les redevances relatives à l'extension ou modification de la marque seront prises en charge par le CNED et valorisées comme telles dans le bilan financier correspondant.

21.2 – La décision de dépôt de nouvelle(s) marques dans le cadre du partenariat FORSE sera prise par le comité de pilotage. Le cas échéant, le CNED sera chargé des formalités nécessaires au dépôt de la (des) marque(s) pour le compte commun des parties. Il prendra également en charge les frais afférents, lesquels feront l'objet d'une valorisation dans le bilan financier correspondant.

Les parties seront cotitulaires indivis à hauteur de 33,3 % sur toutes les nouvelles marques ainsi déposées.

L'ensemble des marques, ainsi déposées, seront alors régies par ce présent règlement de copropriété.

TITRE IV –DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 22. GOUVERNANCE DU PARTENARIAT

Afin d'assurer la gouvernance du partenariat, sont institués :

- un coordinateur du Campus numérique FORSE par partie ;
- un comité stratégique ;
- un comité de pilotage,

22.1 LES COORDINATEURS FORSE

Le coordinateur FORSE est une personne ressource désignée au sein de chacune des parties et dont la mission est d'assurer le suivi opérationnel du partenariat. Il est l'interlocuteur privilégié au sein de chaque partie au sujet du partenariat.

22.1.1 Désignation des coordinateurs FORSE

Chaque partie désigne librement le coordinateur au sein de sa structure.

A l'entrée en vigueur de la présente convention, les coordinateurs désignés sont :

Partie	Nom et prénom	Contact mail	téléphone
Université de Lyon 2	CHAKER Rawad	Rawad.Chaker@univ-lyon2.fr	04 78 69 73 31
Université Rouen	Guirimand Nicolas	Nicolas.Guirimand@univ-rouen.fr	06 28 34 32 65
CNED	Jacq Rachel	Rachel.Jacq@ac-cned.fr	06 75 44 25 29

En cas de modification du coordinateur, la partie concernée s'engage à en informer immédiatement les autres par courriel par le biais de leurs coordinateurs respectifs.

22.1.2 Rôle des coordinateurs FORSE

Le coordinateur constitue l'interlocuteur privilégié au sein de chaque partie. Il est chargé de faire le lien tant entre les parties qu'entre les différents services intervenant au sein de chaque partie.

A ce titre, le coordinateur :

- constitue le point d'entrée dans toute communication entre les parties ;
- s'assure, lors de la communication d'informations, du respect des éventuelles obligations de confidentialité ;
- coordonne l'action des parties ;
- assure le suivi de l'avancement de la réalisation des obligations de la partie qu'il représente.

22.2 - COMITE STRATEGIQUE

Il est institué un comité stratégique, dont la composition, le rôle et les modalités de fonctionnement sont définis ci-après.

22.2.1 - Composition du comité stratégique

Le comité stratégique est composé de 3 membres par partie. Parmi ces membres, sous réserve des attributions dévolues à d'autres organes, au moins un doit avoir le pouvoir d'engager les parties dans le cadre du partenariat.

A la signature du présent contrat, les parties s'accordent sur la composition suivante du comité stratégique :

Pour le CNED :

- Le Directeur général ou son représentant,
- Le Directeur des apprentissages, de la pédagogie et du numérique ou son représentant,
- Le Directeur du développement commercial et du marketing ou son représentant.

Pour l'Université de Lyon 2 :

- La présidente de l'Université Lyon 2 ou son représentant,
- Le directeur de L'ISPEF ou son représentant,
- La responsable administrative et financière de l'ISPEF ou son représentant,

Pour l'Université de Rouen :

- Le Président de l'Université ou son représentant,
- Le directeur de l'UFR SHS ou son représentant,
- Le directeur du département Sciences de l'Éducation ou son représentant.

Chaque membre titulaire pourra se faire remplacer par un représentant en cas d'empêchement temporaire. En cas de modification définitive de la liste des membres du comité stratégique, la partie qui procède à cette modification en informera les autres par courriel adressé au coordinateur.

Les coordinateurs assistent à titre consultatif au comité stratégique.

En outre, eu égard à l'ordre du jour de certains comités ou pour certains aspects techniques, les membres pourront se faire assister d'experts. Ils joueront un rôle purement consultatif.

Ces experts pourront être des personnels d'une des parties ou tiers à celles-ci. Dans tous les cas, ces experts seront soumis à la même obligation de confidentialité que les membres du comité stratégique. La partie qui convie un expert se porte garante du respect de cette obligation de confidentialité par celui-ci. En outre, afin de simplifier l'organisation des comités stratégiques du présent partenariat, il est entendu entre les parties que le nombre d'experts pouvant assister aux comités stratégiques est limité à 2 experts maximum, par partie et par comité.

22.2.2 – Rôle du comité stratégique

Le comité stratégique définit les orientations stratégiques de la politique de FORSE et prend les décisions relatives à la direction globale de celui-ci. Il se prononce sur tout projet ou toute proposition que lui soumet le comité de pilotage. Cela inclut notamment :

- de statuer sur l'orientation stratégique et pédagogique du partenariat ;
- de statuer sur le budget du partenariat tel que proposé par le comité de pilotage ;
- de statuer sur liste des contenus pédagogiques à actualiser proposée par le comité de pilotage ;
- de statuer sur les litiges nés à l'occasion de l'exécution des obligations des parties et non résolus dans le cadre du comité de pilotage ;
- de statuer sur le retrait ou l'exclusion d'une partie ;
- de statuer sur la reconduction du partenariat ;
- de statuer sur l'ensemble des propositions faites par le comité de pilotage.
- de statuer sur les évolutions tarifaires proposées (sous réserve de validation du CA de la structure lorsque nécessaire),
- de se prononcer, suivant les modalités prévues à l'article 31 de la présente convention, sur la participation de nouveaux partenaires.

22.2.3 – Organisation du comité stratégique

La présidence du comité stratégique est assurée en alternance chaque année entre les trois partenaires par accord réciproque.

Le comité stratégique se réunit une fois par an et au plus tard le 31 octobre de l'année en cours, en présence ou par tout moyen de communication à distance, en session ordinaire à une date et selon des modalités fixées par son ou sa président (e).

Le comité stratégique peut être réuni à tout moment en session extraordinaire sur demande expresse de son ou sa président(e), du comité de pilotage, ou de l'un de ses membres.

Chaque partie sera avertie des dates, ordre du jour, documents préparatoires et des modalités des réunions du comité stratégique au moins dix jours francs avant la date de chaque réunion.

22.2.4 – Règles de décision au sein du comité stratégique

Le Comité stratégique est valablement réuni si les trois quarts (3/4) de ses membres sont présents ou représentés. Si lors d'une réunion le quorum n'est pas atteint, le Comité stratégique est convoqué une seconde fois, dans un délai qui ne peut excéder [3] semaines à compter de la date de la réunion initiale. A la suite de cette seconde convocation, le Comité stratégique est valablement réuni, même si le quorum n'est pas atteint.

Chaque membre du Comité stratégique peut recevoir, pour une réunion donnée, un mandat de représentation d'un autre membre, dans la limite d'un mandat par réunion.

Chaque membre du comité stratégique a une voix. L'ensemble des décisions sont prises à l'unanimité des membres composant le comité stratégique.

22.2.5 – Secrétariat du comité stratégique

Le secrétariat du comité est assuré par la partie qui assure la présidence du comité de pilotage. A ce titre, il organise, sur instruction du président du comité stratégique, les réunions du comité et adresse aux membres du comité, les convocations accompagnées de l'ordre du jour. Il est chargé d'établir un relevé de décisions de chaque réunion qui devra être approuvé par chacune des parties.

22.3 - COMITE DE PILOTAGE

22.3.1 - Composition du comité de pilotage

Le Comité de pilotage est composé de 4 membres par partie, nommés au sein de leur structure. A la date de signature de la présente convention, les membres composant le comité de pilotage sont :

Pour le CNED :

- Le directeur des formations et services ou son représentant ;
- Le directeur commercial ou son représentant ;
- Le directeur de l'unité opérationnelle X ou son représentant ;
- Le coordinateur FORSE.

Pour l'Université Lyon 2 :

- Le responsable pédagogique de la L3 ou son représentant ;
- Le responsable pédagogique du M1 ou son représentant ;
- Un des responsables pédagogiques du M2 ;
- le coordinateur FORSE.

Pour l'Université de Rouen :

- Le responsable pédagogique de la L3 ou son représentant ;
- Le responsable pédagogique du M1 ou son représentant ;
- Un des responsables pédagogiques du M2 ;
- le coordinateur FORSE,

Chaque membre titulaire pourra se faire remplacer par un représentant en cas d'empêchement temporaire. En cas de modification définitive de la liste des membres du comité de pilotage, la partie qui procède à cette modification en informera les autres par courriel au coordinateur.

En outre, eu égard à l'ordre du jour de certains comités ou pour certains aspects techniques, les membres pourront se faire assister d'experts. Ils auront un rôle purement consultatif.

Ces experts pourront être des personnels d'une des parties ou tiers à celles-ci. Dans tous les cas, ces experts seront soumis à la même obligation de confidentialité que les membres du comité de pilotage. La partie qui convie un expert se porte garante du respect de cette obligation de confidentialité par celui-ci. En outre, afin de simplifier l'organisation des comités de pilotage du présent partenariat, il est entendu entre les parties que le nombre d'experts pouvant assister aux comités de pilotage est limité à 3 experts maximum, par partie et par comité.

22.3.2 – Rôle du comité de pilotage

Le Comité de pilotage a pour fonction d'assurer en lien avec les coordinateurs le suivi opérationnel du partenariat. A ce titre, il est chargé notamment :

- de valider au niveau pédagogique les dispositifs de formation, dans le cadre des maquettes élaborées par chaque université ;
- de coordonner la production des contenus pédagogiques (supports de formation, devoirs...) et la mise en place des services pédagogiques ;
- de proposer au comité stratégique la liste des actualisations des contenus pédagogiques ;
- de valider la planification annuelle par l'Université des classes virtuelles pour l'année en cours ;
- de proposer des auteurs et des intervenants pédagogiques ;
- de valider les auteurs et intervenants pédagogiques proposés ;
- de valider les contenus destinés à la diffusion et à la mise en ligne ;
- d'évaluer et de suivre les dispositifs mis en œuvre ;
- de valider les dispositifs pédagogiques spécifiques mis en place pour certains inscrits hors métropole ;
- de valider le plan de communication interne et externe de FORSE ;
- de proposer au comité stratégique toute nouvelle action pouvant être menée conjointement dans les domaines visés à l'article 3 ci-avant ;
- de proposer annuellement au comité stratégique les tarifs des formations hors droits de scolarité nationaux ;
- d'établir annuellement le bilan financier ;
- de proposer les dispositifs spécifiques (FPC - partenaires extérieurs, inscrits libres...) ainsi que les tarifs afférents qui seront validés par les instances compétentes de chaque partie ;
- de définir et de proposer au comité stratégique toute modification relative aux aspects financiers, notamment en matière de répartition des budgets affectés ;
- de définir et de proposer au comité stratégique toute modification relative aux aspects juridiques du présent partenariat ;
- de proposer au comité stratégique des solutions en cas de litige ;
- de se prononcer sur la participation de nouveaux partenaires au Campus numérique FORSE ;
- de proposer au comité stratégique l'extension ou la modification de la marque « FORSE » ou le dépôt de nouvelle(s) marque(s) dans le cadre du Campus numérique FORSE ;
- de soumettre à des comités techniques toutes questions requérant une expertise spécifique ;
- de rédiger annuellement un bilan, lequel est soumis aux instances dirigeantes de chaque partie réunies au sein du comité stratégique, comportant notamment un bilan financier global des actions conduites et un bilan pédagogique (candidatures- examens- bilan l'année universitaire).

22.3.3 – Réunions du comité de pilotage

La présidence est assurée en alternance chaque année entre les trois partenaires par accord réciproque.

Le comité se réunit au minimum deux fois par an, au plus tard en janvier et en septembre de l'année en cours, en présence ou par tout moyen de communication à distance, en privilégiant la visioconférence, sur convocation de son ou sa président (e) ou sur demande de l'une des parties.

A la signature de la présente convention, la planification des sessions du comité de pilotage pour la première année d'exploitation du présent dispositif est la suivante :

Les parties conviendront ensemble des dates exactes de tenue des comités, par le biais de la partie qui assure la présidence du comité de pilotage et/ou les coordinateurs.

Le comité peut inviter, à titre d'expert, des personnes extérieures, étant entendu toutefois que ces personnes ne disposeront d'aucune voix lors des votes et prises de décision et dans la limite de 3 experts maximum par partie et par session, tel que prévu ci-avant.

22.3.4 – Règles de décision au sein du comité de pilotage

Le comité de pilotage est valablement réuni si les trois quarts (3/4) de ses membres sont présents ou représentés. Si lors d'une réunion le quorum n'est pas atteint, le Comité stratégique est convoqué une seconde fois, dans un délai qui ne peut excéder trois (3) semaines à compter de la date de la réunion initiale. A la suite de cette seconde convocation, le Comité stratégique est valablement réuni, même si le quorum n'est pas atteint.

Chaque membre du comité de pilotage peut recevoir, pour une réunion donnée, un mandat de représentation d'un autre membre, dans la limite d'un mandat par réunion.

Chaque membre du comité de pilotage a une voix. L'ensemble des décisions sont prises à l'unanimité des membres composant le comité de pilotage.

22.3.5 – Secrétariat du comité de pilotage

Le secrétariat du comité est assuré par la partie qui assure la présidence du comité de pilotage. A ce titre, il organise, sur instruction du président du comité de pilotage, les réunions du comité et adresse aux membres du comité, les convocations accompagnées de l'ordre du jour. Il est chargé d'établir le compte rendu ou un relevé de décisions de chaque réunion qui devra être approuvé par chacune des parties, et validé lors de la réunion suivante en premier point de l'ordre du jour.

22.4 – COMITES TECHNIQUES

Lorsque le comité de pilotage estimera que la technicité d'un sujet, sous-projet ou la complexité d'une question le justifie, des comités techniques seront créés et saisis de ces questions. Chaque comité est composé, au choix du comité de pilotage, de 6 membres au maximum (2 membres par parties).

ARTICLE 23 - COMMUNICATION

23.1 – MENTIONS DES PARTENAIRES

L'ensemble des contenus pédagogiques produits dans le cadre de cette convention devra comporter la mention : « © CNED – Université Lyon 2 - Université de Rouen », accompagnée de l'année de la première parution de la ressource.

L'ensemble des contenus pédagogiques susmentionnés, quelles que soient leur nature et leur finalité, notamment de communication, mentionnant l'une des parties devra mentionner les autres parties dans des conditions identiques (que ce soit par la mention du nom des partenaires ou de leurs logos respectifs) afin de leur assurer la même visibilité.

23.2 – PROMOTION DU CAMPUS NUMERIQUE FORSE

Le CNED s'engage à assurer la diffusion de l'information sur le Campus numérique FORSE dans les outils de communication sur l'offre de formation du CNED.

Chaque université, par l'intermédiaire de ses services d'information et d'orientation et, de formation continue, s'engage à avoir une action de communication auprès des étudiants et des professionnels. Les parties ont un plan de communication commun sur FORSE, qui est validé par le comité de pilotage.

ARTICLE 24 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

24.1 - STATUTS DES PARTIES DANS LE CADRE DU TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES DES INSCRITS

Les parties reconnaissent être chacune responsable des traitements des données personnelles qu'elles réalisent. Chacune des parties s'engage à respecter la réglementation applicable (Règlement 2016/679 et loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée notamment) dans le cadre du présent contrat.

24.2 - DESCRIPTION DES TRAITEMENTS

Les parties s'engagent à traiter uniquement les données à caractère personnel nécessaires (principe de minimisation) pour la réalisation des finalités induites par l'exécution de leurs obligations dans le présent contrat :

Ces finalités sont :

- la gestion administrative et pédagogique des inscrits ;
- Le contrôle de l'assiduité ;
- la fourniture des espaces de formation et des services associés ;
- l'organisation des examens et la délivrance du diplôme ;
- la gestion administrative et pédagogiques des intervenants pédagogiques
- pour l'établissement de bilans d'exploitation en cas de désaccord sur le nombre d'inscrits.

Les catégories de données susceptibles d'être traitées sont :

- Etat civil, identité : identité, données d'identification ;
- Vie professionnelle : CV, scolarité, formation, distinctions, etc. ;
- Données de connexion : adresse IP, Log, etc.

Les catégories de personnes concernées sont : les étudiant.es les intervenants pédagogiques.

24.3 - OBLIGATION DES PARTIES DANS LA GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Chacune des parties est responsable du respect du cadre réglementaire et des obligations qui en découlent pour ses traitements et notamment :

- Assurer la sécurité des données par des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées. En cas de manquement à son obligation de sécurité entraînant une violation de données personnelles, la partie concernée est seule tenue responsable des conséquences de cette violation auprès des personnes concernées, des autorités de contrôle et de tout tiers et en garantit intégralement l'autre partie ;
- Satisfaire à ses obligations de conformité et d'accountability : tenir ses registres, documenter ses traitements et réaliser les études d'impacts ;
- Alerter l'autre parties en cas de risque de non-conformité ;
- Satisfaire à l'ensemble des demandes de l'autorité de contrôle et de pleinement collaborer avec elle.

24.4 - INFORMATION ET EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES CONCERNEES

La partie qui collecte les données à caractère personnel auprès des personnes concernées a l'obligation d'informer celles-ci des traitements effectués par les parties dans le respect des dispositions de l'Article 13 du RGPD.

La partie qui reçoit une demande d'exercice de droit demeure le point d'entrée à l'égard du demandeur pour lui apporter les éléments souhaités. Il se rapproche de l'autre partie pour obtenir les éléments

nécessaires pour traiter la demande. Cette dernière s'engage à apporter tout son concours dans de brefs délais à la partie saisie de la demande afin de lui permettre de la traiter.

24.5 – ECHANGES DE DONNEES ENTRE LES PARTIES

Afin de réaliser les tâches qui leur incombent dans le cadre des finalités définies ci-dessus, les Parties sont amenées à devoir réaliser des transferts de données entre elles. A cet effet, chacune des Parties est responsable de porter à la connaissance des inscrits dont ils collectent des données les mentions d'informations imposées par le respect du règlement 2016/679 et loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée notamment.

24.6 - VIOLATION DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

La partie ayant identifié une violation de données notifie l'autre partie (via son DPO) dans un délai maximum de 3 jours calendaires. Les DPO de chaque partie se rencontrent par tout moyen dans les meilleurs délais afin de déterminer d'un commun accord s'il convient de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente et le cas échéant aux personnes concernées.

24.7 - LOCALISATION DES DONNEES ET TRANSFERTS HORS UE

Chaque partie s'engage à ce que les données à caractère personnel traitées par elles le soient sur le territoire de l'UE exclusivement. Aucun transfert de données à caractère personnel hors de l'UE ne doit être mis en œuvre sans l'accord express et préalable de l'autre partie. Si un tel transfert était toutefois identifié comme nécessaire, la partie concernée saisit l'autre partie afin d'en déterminer conjointement, le cas échéant, les modalités.

Chaque partie est libre du choix de ses sous-traitants. Les parties s'engagent toutefois à soumettre leurs sous-traitants aux mêmes obligations de localisation des données et de non-transfert hors du territoire de l'UE.

24.8 - SORT DES DONNEES EN FIN DE CONTRAT

Les parties s'engage à supprimer l'ensemble des données à caractère personnel traitées dans le cadre de ce contrat à l'issue de celui-ci, à moins qu'une obligation légale de conservation ou d'archivage ne leur soit imposée par une disposition légale ou réglementaire.

24.9. COORDONNEES DES DELEGUES A LA PROTECTION DES DONNEES

Pour le CNED : DPO@ac-cned.fr

Pour l'Université de Lyon 2 : dpo@univ-lyon2.fr

Pour l'Université de Rouen : dpo@univ-rouen.fr

24.10 – TRANSMISSION DE DONNEES ANONYMISES AUX FINS DE RECHERCHE SUR LES SCIENCES DE L'EDUCATION

Dans le cadre du présent partenariat et aux seules fins de recherche universitaire sur les sciences de l'éducation, le CNED s'engage à transmettre aux universités les données d'utilisation des utilisateurs de la plateforme liée au dispositif Forse. Il est entendu entre les parties que cette transmission s'effectue dans le strict respect des dispositions du règlement UE 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, dit règlement RGPD. Il est entendu entre les parties que seules les données respectant des critères satisfaisants d'anonymat, ou pouvant en pratique faire l'objet d'une anonymisation complète seront transmis aux universités par le CNED.

Par données d'utilisation, est entendu les données suivantes :

- horodatage et/ou temps de connexion des étudiants ;
- nombre de connexions ;
- lieux des connexions sur la plateforme (Agora, Cours, etc.) ;

- QCM fait (avoir répondu aux questions) ;
- Vidéo regardée ;
- Niveau de l'étudiant (L3, M1 ou M2) ;

Les données transmissibles sont communiquées par le CNED aux Universités sous format numérique, par tout moyen de communication respectant les standards de sécurité informatique conformes aux dispositions du RGPD et de la loi Informatique et libertés du 6 janvier 1978, selon la périodicité qui sera convenu d'un commun accord entre les parties.

ARTICLE 25 - GENERALITES

Les dispositions du présent contrat et ses annexes expriment l'intégralité de l'accord conclu entre les parties.

Les dispositions des présentes prévalent sur toute proposition, échange de lettres, notes ou courriers électroniques antérieurs à sa signature, ainsi que sur toute autre disposition figurant dans des documents échangés entre les parties et relatifs à l'objet du contrat.

Si l'une quelconque des stipulations des présentes est nulle, elle sera réputée non écrite mais n'entraînera pas la nullité du présent contrat dans son entier.

Le présent contrat ne pourra être modifié que par un avenant signé par les cocontractants.

ARTICLE 26 - INTUITU PERSONAE

Le présent contrat est conclu en considération des compétences des parties. Il est en outre conclu dans le contexte des besoins décrits par les présentes et en considération des équipes des parties. En conséquence, le présent contrat est incessible par les parties, sauf accord exprès, écrit et préalable du cocontractant.

ARTICLE 27 - INDEPENDANCE DES PARTIES

Il n'est formé, aux termes des présentes, aucune structure juridique particulière ni affectio societatis entre les parties, chacune d'entre elles conservant son entière autonomie, ses responsabilités et sa clientèle propre.

Chaque partie conservera donc le contrôle exclusif de ses salariés, préposés, agents, sans que l'autre partie ne puisse en aucune façon influencer sur les relations et conditions de travail des salariés de l'autre partie, ni sur la politique salariale, la politique d'embauche ou le pouvoir disciplinaire de cette autre partie, cette énumération n'étant pas limitative.

ARTICLE 28 – DUREE ET RENOUVELLEMENT

28.1 – DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} septembre 2022, pour les années universitaires 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027

28.2 – RENOUVELLEMENT

Les parties conviennent de se réunir en janvier 2026 afin d'envisager l'opportunité ainsi que les modalités de la poursuite du partenariat. A cet effet, seront déterminés dès ce même mois les modalités de tenue d'un comité de pilotage destiné à entamer les réflexions et travaux nécessaires. En cas d'échec des négociations visant à la reconduction de la présente, les parties s'engagent à terminer le cursus de formation des inscrits faisant partie du Campus numérique FORSE mais ne procéderont plus à de nouvelles inscriptions.

ARTICLE 29 – RETRAIT-DENONCIATION

Chaque partie à la présente convention peut décider de se retirer du présent partenariat à l'issue du bilan annuel. A cette fin et sous réserve de modification en comité stratégique :

- Chacune des parties communiquera au CNED avant le 15 juin de l'année considérée ses éléments financiers permettant d'établir le bilan annuel du partenariat
- A partir de ces éléments, le CNED établira le bilan financier de l'année qu'il adressera à chacune des parties au plus tard le 25 juin.
- Un comité stratégique chargé de valider le bilan sera réuni avant le 30 juin. Dès lors qu'une partie constatera que les versements auxquels elle aura droit diffèrent substantiellement des prévisions établies dans le budget prévisionnel, elle pourra notifier aux autres parties, lors de ce comité, son intention de se retirer. Cette décision sera actée dans le procès-verbal du comité.
- Ce même comité stratégique déterminera, en séance, les modalités pratiques de continuités pédagogiques.

A défaut pour une partie de respecter strictement les obligations figurant au présent article, cette dernière ne pourra se retirer de la convention et sera engagée pour une année supplémentaire.

ARTICLE 30 – LITIGES

En cas de difficultés sur l'interprétation ou sur l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, il est fait attribution de compétence à la juridiction administrative de Poitiers et ce quel que soit le type de procédure et notamment au fond, en référé ou sur requête.

ARTICLE 31 – EXTENSION A D'AUTRES PARTENAIRES

De nouveaux partenaires pourront intégrer la présente collaboration. Dans ce cas, un avenant à la présente convention réglera les modalités de cette participation. En tout état de cause, il est expressément convenu que la décision d'accepter un nouveau partenaire devra être prise, sur proposition du comité de pilotage, à l'unanimité des membres présents du comité stratégique.

ARTICLE 32 – MODIFICATIONS

Toute modification des termes de la présente convention fera l'objet d'un avenant dûment approuvé par les parties.

Fait en trois exemplaires, le **10 FEV. 2023**

<p>Pour l'université Lyon 2</p>  <p>Madame Nathalie Dompnier Présidente</p>	<p>Pour l'université de Rouen Normandie</p>  <p>Monsieur Joël Alexandre Président</p>	<p>Pour le CNED</p>  <p>Monsieur Jean-Noël Tronc Directeur Général</p>
--	--	---

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Maquettes des formations

Annexe 1A – Maquette des formations de l'université de Lyon

Annexe 1B - Maquette des formations de l'université de Rouen

Annexe 2 : Règlements de scolarité et modalités d'évaluation

Annexe 3 : Budget prévisionnel

Annexe 4 : Cahier des charges types pour les guides d'études ;

Annexe 5 : Cahier des charges pour les classes virtuelles ;

Annexe 6 : Annexe Technique rôles / droits Moodle.